

CROISSANCE ET RÉPARTITION DES REVENUS EN TURQUIE (1994-2005) : QUEL IMPACT SUR LA PAUVRETÉ ?

Burak GÜRBÜZ* et **Marc RAFFINOT****

***Résumé** - En Turquie, l'évolution des revenus dans la période 1994-2005 est doublement paradoxale. Dans la période 1994-2002, marquée par la crise financière de 2000-2001, la croissance a été « pro-pauvres », en ce sens que les revenus des pauvres ont moins diminué que ceux des classes aisées. Dans la période de rebond de l'économie, entre 2002 et 2005, la croissance a surtout bénéficié aux couches moyennes. Cette évolution ne se traduit pourtant pas par une amélioration sensible du niveau de vie des plus pauvres, dont certaines dépenses en biens et services de première nécessité ont augmenté. Ces évolutions sont difficiles à expliquer car elles résultent de nombreux facteurs, notamment de modifications dans le système de protection sociale et d'assistance aux pauvres, mais aussi de la faiblesse générale de la création d'emplois dans la période de rebond.*

Mots-clés : CROISSANCE PRO-PAUVRES, RÉPARTITION DES REVENUS, COURBES D'INCIDENCE DE LA CROISSANCE, TURQUIE, INÉGALITÉS

Classification JEL : D31, E65, O15, 052

Cet article a été réalisé dans le cadre du projet propauvre Sud financé par l'ANR. Les auteurs remercient Valerie Berenger, Florent Bresson, Renginar Dayangaç et Haluk Levent, les participants au colloque DREEM, Istanbul, décembre 2009, les participants aux Journées scientifiques de l'Université du Sud Toulon-Var, mars 2010, ainsi que Jean-Claude Verez et Yusuf Kocoglu pour leurs commentaires.

* Université Galatasaray, GIAM, Turquie, bgurbuz@gsu.edu.tr

** Université Paris-Dauphine, LEDa, IRD UMR225-DIAL, raffinot@dauphine.fr

INTRODUCTION

Depuis les années quatre-vingt-dix, la Turquie a subi une profonde transformation libérale marquée par trois crises majeures : 1994, 1999 et 2001. Ces crises ont eu un fort impact conjoncturel sur les revenus, mais la différence persistante de niveau de vie entre l'est et l'ouest de la Turquie semble indiquer que la résolution du problème de pauvreté (monétaire) n'est pas simplement un problème de croissance économique, mais aussi un problème de répartition. Une grande partie de la littérature suppose que la croissance suffit à réduire la pauvreté (voir notamment Dollar & Kraay, 2002), sans s'intéresser à la façon dont la croissance modifie la répartition des revenus et à l'impact plus ou moins fort de la croissance sur la réduction de la pauvreté. Ces questions, au contraire, ont été analysées en détail dans les recherches sur la croissance pro-pauvre (voir par exemple Programme de recherche sur la croissance pro-pauvres, 2006). La plupart des recherches ont porté jusqu'ici sur des pays en développement. C'est pourquoi il est intéressant de voir dans quelle mesure les résultats trouvés dans cet agenda de recherche peuvent se généraliser au cas de pays comme la Turquie. Comme le montrent les données de l'OCDE, la Turquie se trouve dans une situation intermédiaire, un peu atypique par rapport aux pays de l'OCDE en général (OCDE, 2008).

Afin de préciser cette relation entre croissance et répartition, nous analyserons dans un premier temps la croissance économique et son impact sur la distribution des revenus et les revenus des pauvres, du point de vue relatif mais aussi absolu, et dans un deuxième temps la variation de la consommation des produits de première nécessité des personnes considérées comme pauvres et/ou extrêmement pauvres.

Le but de notre travail est de d'établir si la croissance économique en Turquie entre 1994 et 2005 a été bénéfique pour les couches les plus pauvres et d'analyser l'évolution de l'inégalité des revenus, sur la base des données d'enquête de l'Institut Statistique de la Turquie (TUIK), disponibles pour les années 1994, 2003, 2004, 2005 et 2006.

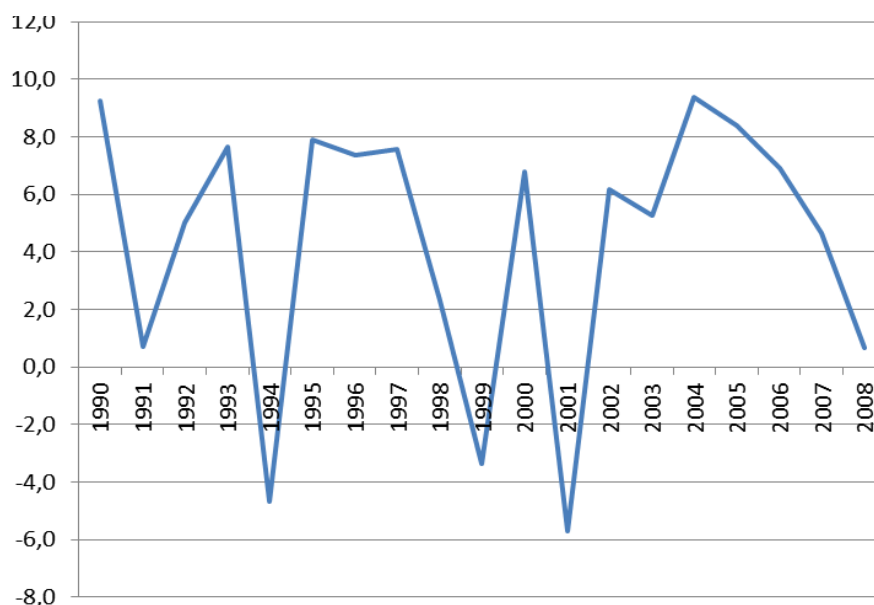
1. LA CROISSANCE EN TURQUIE ENTRE 1994 ET 2008 : CRISES ET REBONDISSEMENTS

La croissance de l'économie turque a été très irrégulière, surtout après la libéralisation financière de 1987, et les différentes couches sociales en ont bénéficié de manière inégale. Entre 1988 et 2008 (graphique 1), la croissance du PIB est médiocre en moyenne pour un pays en rattrapage (3,9 %) et erratique, avec des crises économiques et financières en 1994, 1998 et 2000-2001. Les conditions de vie, de plus, ont été affectées par une inflation très élevée, mais qui s'est réduite et stabilisée en fin de période.

Après 2002, l'économie turque rebondit : la croissance devient plus forte, et surtout plus stable, jusqu'à la crise de 2008. La croissance du PIB par tête est plus rapide qu'au début des années 1990, sans mentionner bien sûr la période de crise de 1998-2001. De plus, l'inflation, très élevée en début de période diminue

considérablement après 2001, tout en restant à un niveau supérieur à celui des autres pays de l'OCDE (voir le Tableau 1).

Graphique 1 : Taux de croissance du PIB entre 1990 et 2008 (en %)



Source : Institut turc de statistiques (Türkiye İstatistik Kurumu, TUIK).

Tableau 1 : Taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant, des prix à la consommation et du salaire minimum

	Taux de croissance du PIB/hab. (%)	Taux de croissance des prix (%)	Taux de croissance du salaire minimum (%)
1988-1997	3	76	8,5*
1998-2001	-2	56	7,0
2002-2008	5	19	8,5**

*1991-1997 ; **2001-2006.

L'impact de la croissance sur la pauvreté dépend entre autres de l'inégalité des revenus. Malgré les nombreux chocs enregistrés par l'économie turque, les travaux antérieurs indiquent que les inégalités ne se sont pas modifiées sensiblement dans le long terme. Ainsi, Gürsel et alii (2000) montrent qu'entre 1987 et 1994, l'inégalité mesurée par le coefficient de Gini ne s'est pas modifiée. Ceci est d'autant plus surprenant que l'on pouvait craindre que des chocs macroéconomiques répétés aient un impact intergénérationnel, les pauvres étant contraints pendant les périodes de crise de vendre des actifs ou d'économiser sur les dépenses d'éducation et de santé de leurs enfants, limitant ainsi leur accumulation de capital humain (Banerjee et alii, 2007).

Dans les années quatre-vingt-dix, le pouvoir d'achat des personnes qui vivent avec le salaire minimum a baissé sensiblement, comme le montre le Tableau 1 : les salariés pauvres ne sont pas vraiment protégés. Après la crise, dans les années 2000, même si l'inflation diminue, elle reste supérieure à la hausse du salaire minimum. L'inégalité régionale est également très marquée : en 2000, le RNB par habitant de la région d'Istanbul est 2,8 fois supérieur à celui de l'Anatolie du sud-est.

Le développement des forces du marché et le recul de l'État dans les activités économiques, accompagnés d'une baisse des dépenses publiques, ont généralement amplifié l'incidence de la pauvreté et rendu plus difficile l'accès des citoyens aux différents services publics. Pour y remédier, la charité et les actions de secours privé par les ONG ont eu tendance à remplacer l'intervention publique pour assurer la lutte contre la pauvreté (Parodi, 2002).

Le présent article ne peut aborder toutes ces questions. Nous nous concentrerons ici sur la question suivante : la croissance était-elle pro-pauvres en Turquie entre 1994 et 2005 ? Ce questionnement vise la modification de la répartition des revenus, et non la pauvreté en tant que telle. C'est pourquoi nous laissons de côté le choix entre les diverses définitions possibles de la pauvreté. Etant entendu qu'il s'agit essentiellement ici de pauvreté monétaire, les dimensions non monétaires et subjectives de la pauvreté, malgré leur importance, ne sont pas analysées ici.

La définition même du caractère pro-pauvres de la croissance est très controversée (Kakwani et Pernia, 2000 ; Chen et Ravallion, 1997 ; Ravallion, 2004 ; Klasen, 2003 ; Kraay, 2004). Deux grandes approches s'opposent. Pour la première, la croissance pro-pauvres renvoie à l'idée que la croissance réduit l'incidence de la pauvreté (croissance pro-pauvres absolue). L'autre approche est plus restrictive. Elle considère que la croissance est pro-pauvres lorsqu'elle se traduit par une modification de la répartition des revenus en faveur des pauvres, ce qui signifie que les revenus des pauvres croissent plus rapidement que ceux des plus riches (approche pro-pauvres relative).

Nous utiliserons les deux approches pour comparer la répartition des revenus ou de la consommation entre deux enquêtes. Plus précisément, nous chercherons dans un premier temps à comparer la croissance (en pourcentage et en valeur absolue) moyenne des revenus des groupes sociaux que l'on peut considérer comme pauvres avec la croissance moyenne des revenus les plus élevés. Nous présenterons ensuite une analyse plus fine, fondée sur la comparaison de la croissance des revenus par centiles.

1.1. Croissance pro-pauvres : définitions

Une définition fondée sur la comparaison des taux de croissance des revenus

Pour analyser si la croissance est pro-pauvres, on suivra Ravallion et Chen (2003) en comparant les valeurs de deux moyennes, notées PPGR et GRIM dans le cas de l'approche en taux de croissance. PPGR décrit la croissance moyenne des revenus des pauvres et GRIM la croissance du revenu

moyen. En notant $g(p)$ le taux de croissance des revenus du centile p , H le centile correspondant au seuil de pauvreté et γ le taux de croissance de la moyenne μ des revenus, ceci s'écrit :

$$PPGR = g_t^p = \frac{1}{H_{t-1}} \int_0^{Ht} g_t(p) dp$$

$$GRIM = \gamma_t(p) = \mu_{t(p)} / \mu_{t-1}(p) - 1$$

Si PPGR est supérieure à GRIM alors la croissance est pro-pauvres au sens relatif : le revenu moyen des personnes en dessous de la ligne de pauvreté croît plus rapidement que la moyenne des revenus.

Une définition fondée sur la comparaison de la croissance des revenus en valeur absolue

Cette première approche est discutable, car une faible croissance du revenu des riches peut néanmoins se traduire par des augmentations de revenus beaucoup plus importantes en valeur absolue que celle des pauvres. C'est pourquoi nous avons aussi analysé la croissance pro-pauvres au sens absolu. Dans cette seconde approche, la courbe d'incidence de la croissance (CIC) absolue présente graphiquement les valeurs absolues $c_t(p)$ des changements des revenus (y_t) ou de la consommation des différents centiles (p) classés par ordre croissant :

$$c_t(p) = y_t(p) - y_{t-1}(p)$$

De manière similaire à l'approche en taux de croissance, on peut écrire ici (en notant m la moyenne des revenus) :

$$PPCH = c_t^p = 1/H_{t-1} \sum_0^H c_t(p) dp$$

$$CHIM : d_t = m_t - m_{t-1}$$

Si PPCH (*Pro-Poor Change*) est supérieure à CHIM (*Change In Mean*) alors la croissance est relativement pro-pauvres en valeur absolue.

1.2. Application au cas de la Turquie entre 1994 et 2005

Avant de procéder à nos propres analyses, commençons par donner un aperçu de l'évolution des revenus et de la pauvreté telle qu'elle est retracée par l'institut national des statistiques (TUIK). Comme il est difficile de s'en tenir à une seule définition de la pauvreté, le TUIK utilise plusieurs seuils de pauvreté. Le rapport du TUIK « Result of 2007 Poverty Study », utilise cinq définitions de la pauvreté (pour la période 2002-2007) : pauvreté alimentaire ; pauvreté monétaire (alimentaire et non alimentaire) ; 1 USD par personne/par jour ; 2,15 USD par personne/par jour ; 4,3 USD par personne/par jour ; pauvreté relative (en termes de consommation). Le TUIK utilise une échelle d'équivalence pour

passer du ménage aux individus, et calcule sur cette base des taux de prévalence de la pauvreté, suivant ces définitions. L'évolution de ces taux est présentée dans le Tableau 2. Comme on le voit, la définition par la pauvreté alimentaire ou par les seuils de 1 et 2 USD, couramment utilisés dans les pays en développement, n'est pas pertinente pour la Turquie car elle ne concerne que des franges marginales de la population. Même les seuils plus élevés ne catégorisent comme pauvres que moins de 20 % de la population en 2006.

Le rapport de la TUIK montre une nette amélioration des revenus des pauvres entre 2002 et 2007, ce qui paraît cohérent avec la croissance économique soutenue (aux alentours de 6%) observée dans cette période. Sur le plan méthodologique, cette approche reste cependant tributaire de la façon dont les seuils choisis sont réévalués, ce qui pose des problèmes difficiles car l'inflation, d'abord très rapide, avec des prix relatifs instables, a diminué dans les années 2000, tout en restant assez élevée (8,8 % en 2007).

Tableau 2 : Taux de pauvreté individuel (% de la population)

Méthodes	Taux de pauvreté individuel (%)			
	2002	2003	2004	2005
Pauvreté d'alimentation	1,35	1,29	1,29	0,87
Pauvreté d'alimentation et autres	26,96	28,12	25,60	20,50
1 USD par jour et par personne	0,20	0,01	0,02	0,01
2,15 USD par jour et par personne	3,04	2,39	2,49	1,55
4,3 USD par jour et par personne	30,30	23,75	20,89	16,36

Source : TUIK (2008).

Pour analyser les caractères pro-pauvres de la croissance turque, nous étudierons la croissance des revenus de six groupes, en concentrant l'analyse sur les groupes 1, 2 et 4 que l'on peut considérer comme pauvres :

- Centiles ayant des revenus inférieurs au revenu moyen,
- Centiles de 1 à 20%,
- Centiles de 1 à 50%,
- Centiles ayant des revenus inférieurs au revenu médian,
- Centiles de 21 à 79%,
- Centiles de 80 à 100%¹.

Nous calculons la variation de la moyenne de revenus (déflatés) ou de consommation des ménages appartenant aux centiles inclus dans ces groupes

¹ La part très importante du centile le plus riche dans le total des revenus pose problème. La prise en compte de ce centile peut biaiser les résultats, car même une légère variation des revenus ou de la consommation des plus riches a une incidence forte sur le taux de croissance. Pour cette raison, le dernier centile le plus riche a été supprimé de nos calculs. Ce problème est général dans l'analyse des enquêtes : on verra sur ce point Guénard et Mesplé-Somps (2004).

entre deux périodes, ainsi que la variation de la moyenne totale des revenus ou de la consommation de l'ensemble des ménages. Nous soustrayons ensuite la première variation de la deuxième pour savoir si la variation de la moyenne des ménages appartenant aux groupes indiqués est supérieure ou non à la variation de la moyenne de l'ensemble des ménages (CPPR et PPCH). Si le signe est positif la croissance est dite « pro-pauvres » puisque le revenu de la moyenne du groupe est supérieure à la croissance des revenus totale.

Nous avons utilisé les enquêtes portant sur les revenus et les dépenses des ménages pour les années 1994, 2002, 2003, 2004 et 2005 fournies par le TUIK. Il n'existe malheureusement pas d'enquêtes entre 1994 et 2002. C'est regrettable, car cela rend impossible de rendre compte précisément de l'impact de la crise financière sur la répartition des revenus. L'année 1994 est une année de crise, et l'année 2002 est l'année de la reprise de la crise suivante (voir graphique 1). Notre analyse porte donc à la fois sur l'effet de la crise et sur celui de la reprise, sans pouvoir distinguer les deux.

Le tableau 3 présente les résultats pour les trois groupes qui peuvent être considérés comme pauvres : les 20 % les plus pauvres, les centiles de la population qui gagnent moins que la moyenne des revenus (notée Hm), et les 50 % des ménages les plus pauvres, en dessous donc du revenu médian (voir les tableaux en annexe). La croissance pro-pauvres (les revenus du groupe considéré progressent plus rapidement que la moyenne) est notée O, et le cas inverse N.

Tableau 3: Résultats de l'analyse de la croissance pro-pauvres en termes de revenu

	1994-2005	1994-2002	1994-2003	2002-2003	2003-2004	2004-2005
	Revenus en valeur absolue					
H= 20 %	O	O (-)	O (-)	O	N	N
Hm	O	O (-)	O (-)	O	N	N
H= médiane	O	O (-)	O (-)	O	N	N
	Taux de croissance des revenus					
H= 20 %	O	O (-)	O (-)	O	O	N
Hm	O	O (-)	O (-)	O	O	O
H= médiane	O	O (-)	O (-)	O	N	N

Comme on le voit, la croissance est pro-pauvres en termes absolus et relatifs au sens défini plus haut sur l'ensemble des périodes qui commencent en 1994 (un résultat apparemment en accord avec la conclusion de Dollar et Kraay, 2002). Par contre, après une année de croissance pro-pauvres (2002-2003), la croissance tend à favoriser les non-pauvres dans les années 2002-2005, années de reprise de l'économie. La croissance devient non pro-pauvres en termes

absolus et même relatifs pour les ménages qui se situent en dessous de la médiane (2003-2004 et 2005) et pour les plus pauvres (2004-2005). Les résultats présentés dans le tableau 2 sont donc doublement paradoxaux, puisque la croissance apparaît globalement pro-pauvres dans la période qui comprend la crise, et non favorable aux pauvres dans la période de rebond de l'économie.

Mais nos résultats illustrent aussi un problème lié à la définition utilisée. En effet, comme l'indique le signe O(-), la croissance est pro-pauvres au sens défini parce que les revenus des pauvres durant ces périodes baissent moins que ceux de l'ensemble des ménages. La diminution des revenus de tous les ménages entre 1994 et 2002 provient des crises économiques que la Turquie a subies en 1994, 1998 et 2000-2001. Les ménages riches ont été les plus touchés dans ces années-là, notamment du fait de l'effondrement des marchés boursiers. Entre 1994 et 2003, l'indice boursier İMKB-100 a diminué de 4% en moyenne annuelle, tandis que la croissance économique était de 2% (İMKB et TÜİK).

2. L'INCIDENCE DE LA CROISSANCE ENTRE 1994 ET 2005 SUR LES REVENUS ET LA CONSOMMATION : UNE LECTURE A PARTIR DES COURBES D'INCIDENCE DE LA CROISSANCE

La caractérisation de la croissance qui vient d'être présentée reste globale. Elle ne permet pas d'appréhender de manière fine la façon dont la répartition des revenus s'est modifiée. Pour avoir une image plus précise, il est utile d'examiner les courbes d'incidence de la croissance (CIC) entre les différentes enquêtes. Les CIC présentent les variations (absolues ou relatives) des indicateurs choisis, pour les centiles classés de 0 (les plus pauvres) à 100 (les plus riches) (McKay et alii, 2007). Par exemple, en termes de variations relatives, la CIC présente le pourcentage $g_t(p)$ de croissance des revenus des centiles p classés de 0 à 100 entre deux enquêtes situées à deux dates t et $t-1$. $g_t(p)$ s'écrit donc :

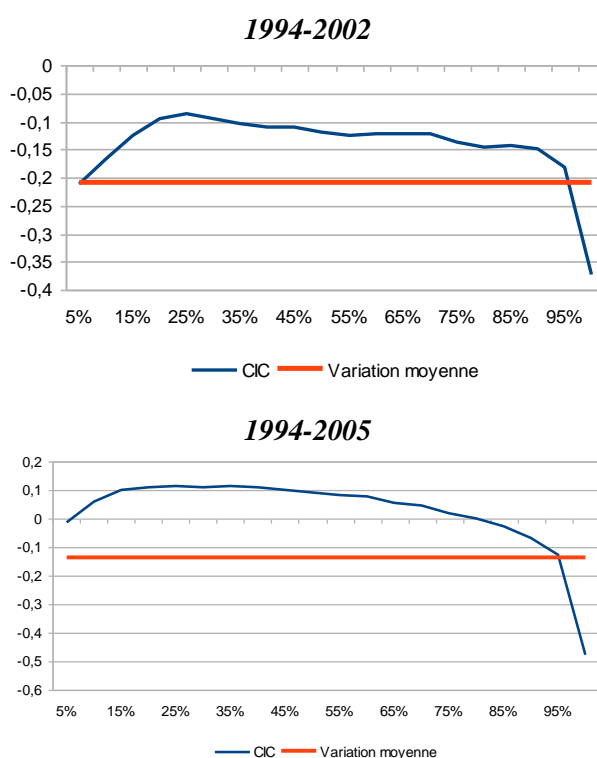
$$g_t(p) = \frac{y_t(p)}{y_{t-1}(p)} - 1$$

La CIC en termes de taux de croissance des revenus entre 1994 et 2002 puis entre 1994 et 2005 figure dans le Graphique 2. Sur la période 1994-2002, la croissance moyenne des revenus est négative (cette période comprend en effet la crise de 2000-2001)². Les centiles entre 20 et 30 subissent la plus faible perte alors que les plus riches pâtissent globalement le plus des crises. Ce résultat recoupe celui du rapport de l'OCDE (2008, p. 32). Sur l'ensemble de la période 1994-2005, la CIC est globalement pro-pauvres (la pente est décroissante) sauf pour les déciles inférieurs au quinzième (qui connaissent

² Les taux de croissance calculés doivent être pris avec précaution, car les revenus nominaux sont simplement déflatés par l'indice général des prix. En fait, il est vraisemblable que les prix diffèrent dans les différentes régions de Turquie, mais aussi que leur évolution soit différente (pour une méthodologie rigoureuse, voir Gräß et Grimm, 2007). Dans le cas de la Turquie, les évolutions calculées sont cependant suffisamment tranchées pour qu'il soit vraisemblable que le diagnostic soit correct.

toutefois une croissance supérieure à la moyenne des revenus, mais pas à celle du revenu médian). Sur cette période encore, le quart des ménages les plus riches enregistrent une réduction de leurs revenus³.

Graphique 2 : Courbes d'incidence de la croissance sur les revenus, pour les périodes 1994-2002 et 1994-2005



Comme le montre le Graphique 3, la croissance post-crise de 2001 a un impact plus favorable pour les classes moyennes. Les plus pauvres et les plus riches ont une croissance de leur revenu inférieure à la moyenne.

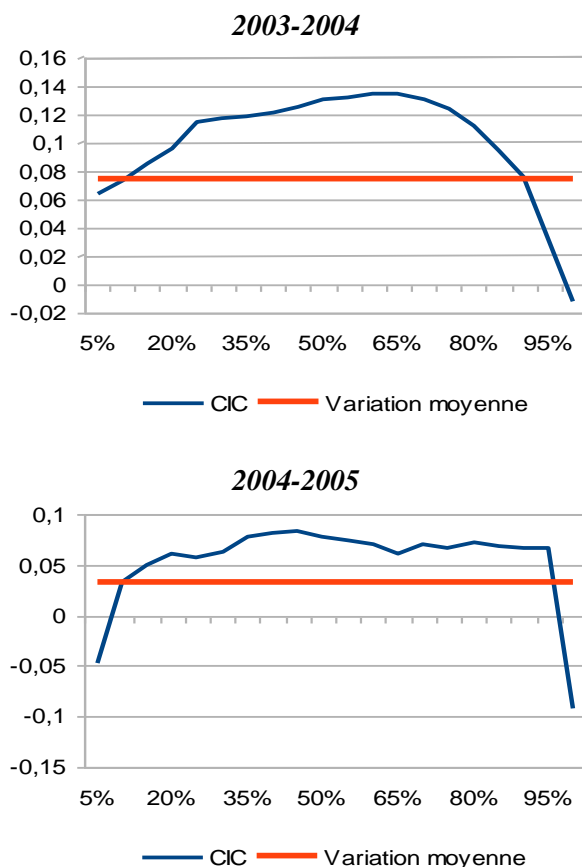
Toutefois, même si les revenus des pauvres augmentent globalement plus vite que ceux des non-pauvres, les écarts en valeur absolue peuvent encore diminuer ou augmenter.

La courbe d'incidence de la croissance (CIC) en termes de variation des revenus en valeur absolue (Graphique 4) permet de visualiser l'évolution par centiles. Entre 1994 et 2002 comme entre 1994 et 2003, les revenus diminuent

³ Ces résultats contrastent fortement avec ceux de Corbacho et al. (2007, p. 96, tableau 2). En Argentine, les revenus en pourcentage ont d'autant plus diminué que les ménages étaient pauvres : la CIC est croissante sur l'ensemble des revenus.

pour tous les ménages, et d'autant plus qu'ils sont riches. Par contre, entre 1994 et 2005, la croissance est surtout favorable pour les couches moyennes. En dessous du revenu médian, la croissance des revenus est d'autant plus forte que les ménages sont riches. Passé ce seuil, la croissance des revenus diminue et les 20% les plus riches enregistrent même une réduction de leurs revenus. Pour les plus pauvres, cependant, la croissance des revenus réels est extrêmement faible, proche de zéro pour les premiers centiles sur cette période de 11 ans.

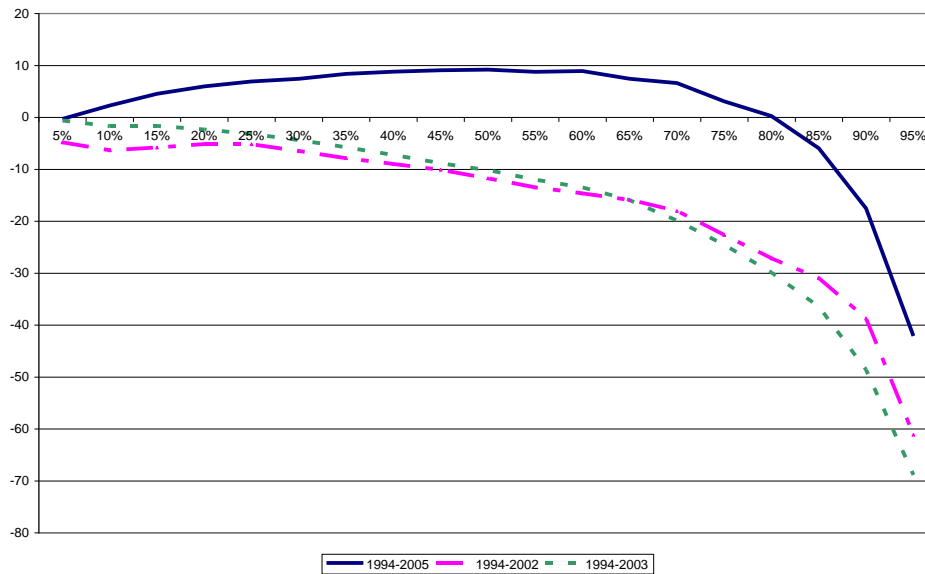
Graphique 3 : Courbes d'incidence de la croissance sur les revenus, pour les périodes 2002-2003, 2004 et 2005



Cette approche par les CIC a permis d'affiner l'analyse précédente. Toutefois, elle comporte également des limites bien connues. En premier lieu, les revenus sont déflatés par l'indice des prix à la consommation, alors que chaque décile a un modèle de consommation différent. De plus, les ménages les plus pauvres en début de période ne sont pas forcément ceux qui sont les plus pauvres en fin de période. L'image donnée par les CIC risque donc de déformer

la réalité, car elle ne permet pas l'analyse de la pauvreté transitoire. Nous ne disposons malheureusement pas de panels de ménages pour pouvoir préciser l'analyse à ce niveau.

Graphique 4 : Courbe d'incidence de la croissance sur les revenus des ménages (en valeur absolue déflatée, 1994-2005)



Etant donné les très fortes baisses enregistrées par les centiles supérieurs à 95 %, celles-ci ne sont pas reportées dans le graphique pour que les variations des autres centiles restent lisibles.

3. RELATIVISER LA CROISSANCE PRO-PAUVRES PAR L'ANALYSE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION

L'analyse de la consommation des ménages donne qualitativement les mêmes résultats que celle des revenus dans les deux approches absolue et relative. Mais on peut affiner ce résultat global en considérant la consommation de certains biens et services de première nécessité (l'alimentation, l'enseignement et la santé, l'habillement), de manière à évaluer dans quelle mesure la réduction des inégalités des revenus des pauvres se traduit par une amélioration des conditions de vie des pauvres dans la période 2002-2006, pour laquelle nous disposons de données par postes de dépenses (voir Tableau 4). Ceci vise simplement à illustrer les limites des analyses précédentes, sans chercher à étudier en profondeur les relations complexes entre la pauvreté, l'alimentation, l'éducation et la santé – ce qui supposerait des analyses quantitatives et qualitatives qui dépassent le cadre de cet article. De ce fait, il est clair que l'interprétation des évolutions est difficile. Par exemple, on peut penser qu'une augmentation de la part des dépenses alimentaires dans le total de la consommation du dernier quintile est positive, en ce sens qu'elle signifierait une meilleure alimentation des pauvres. Mais, suivant la loi d'Engel, il se peut aussi

que cela soit le signe d'une réduction de leurs revenus réels, ou simplement l'effet d'une augmentation des prix des biens alimentaires de première nécessité.

En ce qui concerne les dépenses d'enseignement, par exemple, les ménages qui se trouvent en dessous de la moyenne des revenus dépensent davantage que la moyenne, notamment parce que le nombre d'enfants est plus élevé dans ces ménages. Il est difficile de considérer ceci comme positif, si l'on part du principe que l'enseignement devrait être un bien public gratuit pour tout le monde (sans même parler d'égalité des chances, qui impliquerait une subvention pour mettre les plus pauvres dans les mêmes conditions de départ que les plus riches). Pour les 20% les plus pauvres, la croissance des dépenses pour l'enseignement est plus faible que la moyenne en valeur absolue mais supérieure à la moyenne en taux de croissance. Quant aux riches, tant en valeur absolue que relative la croissance de leurs dépenses d'enseignement est inférieure à la croissance moyenne, malgré le fait que ce sont eux qui ont le plus recours aux cours privés (*dershane*). Ce sont les couches sociales moyennes qui ont connu la plus forte croissance de leurs dépenses d'éducation. Il en résulte que la part de ceux qui devraient payer le plus pour l'enseignement augmente faiblement, tandis que ceux qui ne devraient pas pratiquement pas payer, paient davantage. Peut-on parler alors de croissance pro-pauvres pour les dépenses d'enseignement ? Un des problèmes soulevés par ce constat est souligné par Kanbur (2009) : le fait que les enquêtes de consommation ne tiennent pas compte des biens et services fournis gratuitement peut fausser l'analyse. Il se peut en effet que des réformes tendant à la privatisation de services publics se traduisent par une augmentation des dépenses qui ne font que retracer la réduction de l'accès des pauvres aux services publics.

En ce qui concerne l'alimentation, en valeur absolue, la croissance des dépenses des ménages les plus pauvres est en dessous de la moyenne générale. Les riches (deux derniers déciles) augmentent plus leurs dépenses d'alimentation que les pauvres.

Les dépenses de santé des 20 % les plus pauvres croissent plus rapidement que la moyenne, en valeur absolue et relative. Comme la santé de base devrait être un service social gratuit, ou du moins faiblement tarifé pour les pauvres, ceci peut difficilement être considéré comme caractéristique d'une croissance pro-pauvres.

Enfin, la croissance des dépenses d'éducation et de santé des pauvres est largement supérieure à la croissance de leurs dépenses totales (voir les tableaux 5 et 6 de l'annexe). Par exemple pour la première période (2003-2004) le taux de croissance des dépenses des ménages appartenant aux 20 % les plus pauvres est de 9%, contre 37% pour les dépenses consacrées à l'enseignement et 26% pour la santé. Pour la deuxième période (2004-05) les dépenses augmentent de 12%, contre 36% pour les dépenses d'éducation et de -1% pour les dépenses de santé.

Le rapport de la moyenne des revenus des ménages les plus pauvres à la moyenne générale n'évolue pas en faveur de ces couches défavorisées. En effet, ce rapport passe de 29,8% en 1994 à 29,5% en 2005 et ceci est également valable pour les dépenses (32,7 et 32,8% respectivement). La situation relative des plus pauvres en termes de revenu aussi bien que de dépenses est donc restée stable sur cette période de 11 ans.

Tableau 4 : Evolution de certain postes des dépenses de consommation entre 2002 et 2006, par catégories de revenu (en %, en LT courantes)

	Enseignement	Santé	Alimentation	Habillement	Logement, électricité
Premier Décile	77,1%	25,4%	18,5%	54,1%	21,1%
Deuxième décile	65,1%	23,2%	18,1%	20,0%	32,7%
...					
Neuvième décile	74,5%	81,5%	21,8%	17,4%	24,9%
Dixième décile	78,8%	-4,7%	19,8%	4,2%	14,6%
...					
Moyenne	104,7%	19,9%	18,9%	19,7%	27,1%

Source : calculs des auteurs à partir des données d'enquêtes (TUIK).

Les ménages appartenant aux 20 centiles les plus riches ont un revenu moyen 2,3 fois supérieur à la moyenne générale en 1994 et 2,2 fois en 2005. Ceux qui améliorent leur part dans la moyenne générale, toujours dans la même période, sont les ménages appartenant aux centiles intermédiaires. Ils augmentent leur part de revenus et de consommation de 79% à 82-83% du total. Mais il faut garder en mémoire que leur revenu ou consommation moyenne est en dessous de la moyenne générale : elle ne représente que les 4/5^e de la moyenne totale (voir les tableaux 6 et 7 en annexe).

Par ailleurs, entre 2002 et 2006, on constate que les inégalités en matière de dépenses de consommation se creusent en défaveur des couches les plus démunies. Pour illustrer ceci, nous centrons l'analyse sur deux catégories de ménages pauvres: les ménages appartenant au quintile le plus pauvre d'une part et les ménages ruraux d'autre part. En effet, dans le milieu rural, le taux de chômage a grimpé de 3,8% en 1997 à 7,1% en 2007 – même si le niveau du chômage rural est discutable du fait de l'emploi familial, le doublement du taux signale un problème. La part de l'emploi du secteur agricole dans l'emploi rural a reculé de 80 à 60% toujours dans les mêmes années (BSB, 2007, p. 96). De plus, la crise de 2001 a provoqué une hausse de l'endettement de ces milieux, multipliant les cas de non-remboursement et de faillite. Toujours dans les années 2000, la valeur ajoutée du secteur agricole par tête se situe en dessous du revenu national moyen et la part du produit agricole a diminué de 12,2 % du PIB en 2002 à 7,8% en 2008 (BSB, 2009, p. 45). Les écarts entre la part des ruraux dans la population totale et leur part dans la consommation totale augmentent entre 2002 et 2006, tant pour les dépenses d'enseignement que celles de santé. Ces ménages bénéficient beaucoup moins de l'enseignement et

de la santé que les ménages urbains. Par contre leurs dépenses d'alimentation sont supérieures à la moyenne.

Pour mieux comprendre la croissance de la part des dépenses de ces milieux défavorisés (quintile le plus pauvre) dans la consommation totale nous avons étudié la consommation des produits de première nécessité, comme la nourriture, la santé, l'habillement et l'éducation (voir tableau 5). La part des dépenses alimentaires de ce quintile le plus défavorisé dans les dépenses de consommation alimentaire reste stable aux alentours de 13,5% entre 2002 et 2006. Ce qui veut dire que l'écart entre la part des dépenses et la proportion des ménages dans la population, au lieu de se résorber, reste stable aux alentours de 6-6,5%.

Tableau 5 : Rapport de la moyenne des revenus et la moyenne des dépenses des pauvres et des riches à la moyenne des revenus et des dépenses totales

Revenus	1994	2003	2004	2005
20% plus pauvre / Moyenne	0,298	0,299	0,294	0,295
20-80/ Moyenne	0,789	0,789	0,822	0,843
20% plus riche / Moyenne	2,324	2,324	2,231	2,167
Dépenses	1994	2003	2004	2005
20% plus pauvre / Moyenne	0,327	0,335	0,332	0,328
20-80/ Moyenne	0,795	0,808	0,834	0,822
20% plus riche / Moyenne	2,278	2,231	2,158	2,197

Même constatation pour les dépenses d'habillement : la part des ménages du quintile le plus pauvre dans la consommation vestimentaire totale reste stable autour de 8-8,5% toujours dans la même période. Mais l'écart entre leur proportion dans la population et leur part dans la consommation des biens vestimentaires atteint 12 points de pourcentage, un écart beaucoup plus important que celui relevé pour les produits alimentaires.

Des évolutions analogues sont observées pour les dépenses de consommation des biens et services tels que les soins en général, l'enseignement secondaire et supérieur. Quoique les ménages les plus pauvres bénéficient de plus en plus de la santé et de l'éducation, leur part dans le total de la consommation des ménages reste extrêmement faible. Les 20% les plus pauvres ne réalisent que 5% environ du total des dépenses dans l'enseignement secondaire et supérieur, et 2,5 % seulement des dépenses de l'enseignement supérieur.

4. COMMENT EXPLIQUER LE DOUBLE PARADOXE DE LA CROISSANCE PRO-PAUVRES ?

Comme nous l'avons souligné, notre analyse débouche sur un double paradoxe : la crise a plutôt conduit à une moindre diminution du revenu des plus pauvres (donc à une réduction de l'inégalité des revenus), d'une part, et la

période de reprise leur a (relativement) peu profité. Le résultat global est que, même si les conditions de vie des pauvres ne se sont pas vraiment améliorées, comme nous venons de le voir, leurs revenus ont évolué plus favorablement que ceux de plus riches (mais pas des classes moyennes) sur l'ensemble de la période.

Le premier paradoxe s'explique évidemment par le fait que les pauvres étant dépourvus d'actifs financiers ont relativement moins perdu que les riches. Des phénomènes de ce type ont été déjà observés lors des crises financières (Baldacci et alii, 2002).

En ce qui concerne le deuxième paradoxe (pourquoi la reprise profite relativement si peu aux pauvres), l'explication tient probablement surtout à la faiblesse de la création d'emplois (World Bank, 2006). Le taux de chômage a augmenté de 6,8% à 10,1% entre 1997 et 2007 ce qui accroît le besoin d'aides. A partir de 2002, sous le gouvernement AKP, le chiffre officiel du chômage s'est stabilisé aux alentours de 10%. Il faut toutefois être prudent car la part des gens qui ont un emploi dans la population totale a diminué de 57,5% en 1987 à 47% en 2007, ce qui s'explique par des évolutions démographiques de long terme, mais aussi par le fait que de plus en plus de personnes sont découragées de rechercher un emploi. En incluant dans le taux de chômage les personnes qui ne cherchent pas d'emploi parce qu'ils pensent n'avoir aucune chance d'en trouver, on obtient un taux beaucoup plus élevé et l'on constate que le taux de chômage a progressé sous le gouvernement AKP de 12,3 % en 2002 à 16,3% en 2007 (voir BSB, 2007; p. 96; Tableau III.11). Le taux de croissance du RNB étant de 7% environ en moyenne entre 2002 et 2007, il est clair que la croissance n'a pas eu de véritable impact sur l'emploi dans le secteur formel. Bien entendu, ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg, car l'emploi informel reste important, tant dans les campagnes qu'en ville, et peut avoir un impact significatif sur la pauvreté monétaire.

Il faut ajouter que les modifications du système de protection sociale (Bagimsiz Sosyal Bilimciler, 2008) ont également eu un impact négatif sur les pauvres. Depuis que le gouvernement AKP est au pouvoir (2002), la pauvreté est plutôt traitée comme un problème de charité que comme un problème de solidarité nationale – une évolution assez générale, comme le souligne Parodi (2002). Les ONG et les organisations islamiques tendent à se substituer à l'État. Comme les politiques d'ajustement structurel imposent la baisse des dépenses publiques pour réduire le déficit, les transferts pour les pauvres s'effectuent en dehors du budget à travers un Fonds de Solidarité et d'Aide Sociale, très limité, qui utilise comme canaux de transmission les municipalités et les associations islamistes, en fonction de considérations largement électoralistes.

CONCLUSION

En Turquie, dans la période 1994-2005, la croissance a été pro-pauvres en termes de taux de croissance des revenus, ainsi qu'en termes absolus, malgré la quasi-stagnation des revenus des plus pauvres sur la période. Lorsqu'on subdivise cette période, on s'aperçoit qu'elle est marquée par un double paradoxe.

Le premier paradoxe est que dans la période 1994-2002, marquée par la crise financière de 2000-2001, la croissance a été « pro-pauvres », en ce sens que les revenus des pauvres ont moins diminué que ceux des classes aisées. Ce constat doit toutefois être nuancé, car les décennies 80 et 90 qui précèdent cette période ont été des années de forte inflation et de faible augmentation des salaires.

Second paradoxe, dans la période de rebond de l'économie, entre 2002 et 2005, en revanche, la croissance a surtout bénéficié aux couches moyennes. Cette période est caractérisée par une vague de privatisation des services sociaux tels que la santé, le tout dans un contexte de faiblesse générale de la création d'emplois dans la période de rebond, ce qui explique sans doute le faible impact de la croissance sur les pauvres. L'évolution a été, relativement, moins défavorable pour les classes moyennes, alors que les couches les plus riches ont le plus pâti de la crise, sans bénéficier suffisamment du rebond de l'économie pour retrouver leur niveau de revenu antérieur.

Le rebond de l'économie ne se traduit pas par une amélioration sensible du niveau de vie des plus pauvres, dont certaines dépenses en biens et services de première nécessité ont augmenté. Globalement, la part des dépenses en biens et services de première nécessité du quintile le plus pauvre dans l'ensemble est restée pratiquement stable.

REFERENCES

- Bağımsız Sosyal Bilimciler, 2008, *2008 kavşağında Türkiye*, Yordam Kitap.
- Bağımsız Sosyal Bilimciler, 2009, *Türkiye'de ve dünya'da ekonomik bunalım*, Yordam Kitap.
- Baldacci E., de Mello L., Inchauste G., 2002, *Financial Crises, Poverty and Income Distribution*, IMF Working Paper WP/04/02.
- Banerjee A., Duflo E., Postel-Vinay G., Watts T., 2007, "Long Run Impacts of Income Shocks: Wine and Phylloxera in 19th Century France," *NBER WP 12895*.
- Corbacho A., Garcia-Escribano M., Inchauste G., 2007, "Argentina: Macroeconomic Crisis and Household Vulnerability", *Review of Development Economics*, 11(1), 92-106.
- Dollar D., A. Kraay, 2002, "Growth is Good for the Poor", *Journal of Economic Growth*, 7, 195-225.
- Gräb J., Grimm M., 2007, "Robust Multiperiod Poverty Comparisons", Working Papers DT/2007/12, DIAL.

- Guénard Ch., Mesplé-Somps S., 2004, Mesurer les inégalités ? Que captent réellement les enquêtes ? Analyse de deux enquêtes ivoiriennes et malgache, Document de travail, DIAL, DT/2004/13, téléchargeable sur www.dial.prd.fr.
- Gürsel S., Levent H., Selim R., 2000, *Individual income distribution in Turkey, A comparison with the European Union*, Turkish Industrialist's and Business Men Association, TÜSIAD, Istanbul.
- Kakwani N., Pernia E., 2000, 'What Is Pro-Poor Growth?', *Asian Development Review*, 18, 1, 1-16.
- Kanbur R., 2009, "Pauvreté en baisse ou en hausse ? Pourquoi les soupes populaires sont plus remplies que jamais alors que, selon les statistiques officielles, la pauvreté diminue ?", *Finances & Développement*, 32-34.
- Klasen S., 2003, « In Search of The Holy Grail: How to Achieve Pro-Poor Growth? » in Krakowski (ed.), *Attacking Poverty: What makes growth pro-poor?* Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft.
- Kraay A., 2004, "When is Growth Pro-Poor? Evidence from a Panel of Countries," *The World Bank Policy Research Working Paper No. 3225*.
- McKay A., Grimm M., Klasen S., 2007, *Determinants of Pro Poor Growth: Analytical Issues and Findings from Country Cases*. Palgrave-Macmillan.
- OCDE, 2008, *Croissance et inégalités, distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Parodi M., 2002, "La pauvreté dans les pays riches et dans les pays en développement", dans P. Dockès (éd.), *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Quadriège, PUF, 2002.
- Programme de recherche sur la croissance pro-pauvres, 2006, *La Croissance Pro-pauvres dans les années 90, Quels enseignements opérationnels tirer de l'expérience de 14 pays ?*, AFD, BMZ, DFID, World Bank, 2006, BIRD, téléchargeable sur www.afd.fr.
- Ravallion M., 2004, "Pro-Poor Growth: A Primer." The World Bank, *Policy Research Working Paper No. 3242*.
- Ravallion M., Chen S., 2003, "Measuring Pro-Poor Growth". *Economics Letters*, 78, 1, 93-99.
- TUİK, 2008, *Result of 2007 Poverty Study*, Istanbul.
- World Bank, 2006, *Turkey, Labor Market Study*, Report No. 33254-TR, Washington D.C.

ANNEXES

Tableau 6 : Les résultats de la variation absolue des dépenses et de certains produits de consommation pro-pauvres (PPCH et CHIM)

2003-2004	Dépenses	Enseignement	Alimentation	Santé
PPCH	263623	28614	75831	13357
CHIM	377603	21854	63233	7901
PPCH-CHIM	-113980	6761	12598	5457
Résultats	NON PP	PP (?)	PP	PP (?)
Variation abs. des plus pauvres	114717	2888	39309	8949
Variation abs. des 21-79%	415532	13442	66760	8396
Variation abs. des 1-50%	231882	8327	47947	9060
Variation abs. des plus riches	528600	66055	76577	5367
CHIM le plus pauvre	-262886	-18966	-23924	1048
CHIM de 21 à 79%	37929	-8412	3527	495
CHIM de 1 à 50%	-145721	-13526	-15286	1159
CHIM le plus riche	150997	44201	13344	-2534
Résultats I	NON PP	NON PP	NON PP	PP
Résultats II	PP	NON PP	PP	PP
Résultats III	NONPP	NON PP	NON PP	PP
Résultats IV	PR	PRO-RICHE	PRO-RICHE	NON PRO-RICHE
2004-2005	Dépenses	Enseignement	Alimentation	Santé
PPCH				
Variation abs. de la moy. du seuil	335286	-11615	21364	100
Variation abs. de la moyenne	560803	-11221	57041	13329
CHIM	-225517	-394	-35677	-13229
Résultats	NON PP	NON PP	NON PP	NON PP
Variation abs. des plus pauvres	166463	3830	54841	-411
Variation abs. des 21-79%	409338	5932	58851	13172
Variation abs. des 1-50%	271190	3501	60625	1540
Variation abs. des plus riches	1401965	-77732	53808	27541
CHIM le plus pauvre	-394340	15052	-2200	-13740
CHIM de 21 à 79%	-151465	17153	1811	-157
CHIM de 1 à 50%	-289613	14722	3585	-11789
CHIM le plus riche	841162	-66511	-3232	14211
Résultats I	NON PP	PP	NON PP	NON PP
Résultats II	NON PP	PP	PP	NON PP
Résultats III	NON PP	PP	PP	NON PP
Résultats IV	PR	NON PRO-RICHE	NON PRO-RICHE	PRO-RICHE

Tableau 7 : Croissance relative des dépenses et de certains produits de consommation

2003-2004	Dépenses	Enseignement	Alimentation	Santé
CPPR				
Tx de croissance du revenu moyen des ménages en dessous du revenu moyen	0,114	0,861	0,085	0,220
Tx de croissance moyen	0,125	0,284	0,058	0,083
GRIM	-0,011	0,577	0,026	0,137
Résultats	NON PP	PP (?)	PP	PP (?)
Tx de croissance des plus pauvres	0,087	0,374	0,056	0,265
Tx de croissance des 21-79%	0,131	0,326	0,064	0,112
Tx de croissance des 1-50%	0,118	0,491	0,058	0,186
Tx de croissance des plus riches	0,060	0,261	0,049	0,025
GRIM le plus pauvre	-0,038	0,090	-0,002	0,182
GRIM de 21 à 79%	0,006	0,041	0,005	0,029
GRIM de 1 à 50%	-0,007	0,206	-0,001	0,103
GRIM le plus riche	-0,065	-0,023	-0,010	-0,058
Résultats I	NON PP	PP (?)	NON PP	PP (?)
Résultats II	PP	PP (?)	PP	PP (?)
Résultats III	NON PP	PP (?)	NON PP	PP (?)
Résultats IV	NON PR	NON PR (?)	NON PR	NON PR (?)

2004-2005	Dépenses	Enseignement	Alimentation	Santé
CPPR				
Tx de croissance de la moy. du seuil	0,130	-0,1878	0,022	0,001
Tx de croissance de la moyenne	0,130	-0,1136	0,050	0,129
GRIM	-0,00006	-0,0742	-0,028	-0,128
Résultats	NON PP	NON PP (?)	NON PP	NON PP (?)
Tx de croissance des plus pauvres	0,117	0,3608	0,074	-0,010
Tx de croissance des 21-79%	0,114	0,1084	0,053	0,158
Tx de croissance des 1-50%	0,123	0,1383	0,069	0,027
Tx de croissance des plus riches	0,151	-0,2436	0,033	0,124
GRIM le plus pauvre	-0,014	0,4744	0,025	-0,139
GRIM de 21 à 79%	-0,016	0,2220	0,003	0,028
GRIM de 1 à 50%	-0,007	0,2519	0,019	-0,103
GRIM le plus riche	0,021	-0,1300	-0,017	-0,005
Résultats I	NON PP	PP (?)	PP	NON PP (?)
Résultats II	NON PP	PP (?)	PP	PP (?)
Résultats III	NON PP	PP (?)	PP	NON PP (?)
Résultats IV	PR	NON PR (?)	NON PR	PR

**GROWTH AND INCOME DISTRIBUTION IN TURKEY
(1994-2005): WHAT EFFECT ON POVERTY?**

***Abstract** - Turkey featured a somewhat paradoxical evolution in income distribution between 1994 and 2005. During 1994-2002 (marked by the 2000-2001 financial crisis), growth was pro-poor in the sense that the income of the poor decreased less than the income of the well-off. Between 2002 and 2005, the Turkish economy rebounded, but growth was mainly beneficial to the middle class. Between 1994 and 2005, growth was pro-poor again. However, this does not mean that the well-being of the poor actually increased, while their expenditure on basic goods and services did increase, notably on education. These changes are hard to explain as they result from many different factors, namely changes in the social protection system, in the assistance to the poor, but also low job creation in the formal sector.*

Key-words: PRO-POOR GROWTH, POVERTY RATE, INEQUALITY, INCOME DISTRIBUTION, TURKEY